



**XV^o Conférence Scientifique Internationale du Réseau PGV
Bratislava, 10-11 septembre 2009**

**Les défis du développement durable : politiques industrielles et
commerciales dans l'Union Européenne**

Synthèse des travaux

Commission 1**L'Union européenne en mutation : nouvelles géographies, nouveaux enjeux et nouveaux risques économiques et commerciaux.***Président* Tawfiq Rkibi*Modérateur* Geneviève Duché

Pour mémoire, l'axe des communications portait sur le thème de « l'Union européenne en mutation : nouvelles géographies, nouveaux enjeux et nouveaux risques économiques et commerciaux ».

- Total des communications retenues : 21
- Communications en Langue Française : 13 (62%)
- Communications en Langue Anglaise : 8 (38%)
- Communications effectivement présentées : 15 (71%)
- Absents : 6 (29%)

Le Président de la Commission en son nom et au nom du modérateur, le Pr. Geneviève Duché, s'est félicité du climat qui caractérisait aussi bien les exposés que les débats engendrés. Ces derniers ont été considérés comme animés et constructifs. Au risque d'introduire quelques lacunes au niveau du rapport, le compte-rendu classe le contenu des deux sessions en sept groupes.

1- Le premier groupe porte sur la crise et ses conséquences au niveau de l'Europe en général et des entreprises Est européennes en particulier. On estimait, en effet, que les Pays d'Europe centrale et orientale (PECO), fragilisés à l'issue du processus de transition, allaient être frappés de plein fouet. La crainte était d'autant plus grande lorsque l'on prévoyait une réorientation de la contribution des banques occidentales vers d'autres zones géographiques avec des conséquences, quasi irréversibles, sur le développement de ces pays. Il a été, toutefois, constaté que cette vision hypothétique ne semblait pas se vérifier, car les différences au niveau du management – des dirigeants familiarisés avec l'adversité - ont généré une bonne réactivité, ainsi que des mesures pour la régulation du capitalisme. En réalité, tout s'est passé comme si les PECO - la Pologne en particulier - étaient d'une certaine façon immunisés dans la mesure où ils n'étaient pas délibérément intégrés dans le système financier global. La véracité de ces informations reste, néanmoins, à vérifier.

En abordant la stratégie de Lisbonne, la crise n'a pas été considérée comme responsable de son échec. On a souligné, en revanche, plusieurs facteurs explicatifs de la crise et de l'échec de cette même stratégie : il s'agit de l'inspiration néolibérale, des vices de fond qui modifient les règles du jeu économique à l'échelle planétaire, du manque de transparence au niveau des politiques sociales et fiscales etc. Finalement, une communication a permis d'évaluer l'expérience d'un pays occidental en matière de gestion de la crise financière et les mesures qui ont été adoptées pour venir en aide aux entreprises.

2- Le deuxième groupe est en rapport avec la problématique de l'Europe multiculturelle. On cherché à vérifier les corrélations entre les attitudes dites cosmopolites vis-à-vis du dialogue interculturel - telles qu'elles ont été révélées par le baromètre de la Commission européenne – et un certain nombre de variables démographiques. On a mis en évidence, pour ne citer que ce cas, des clusters de pays face à l'attitude cosmopolite de leurs citoyens.

3- Le troisième groupe est axé sur l'Europe sociale et sur l'emploi. Dans un climat marqué par des inquiétudes et des menaces de retour vers le protectionnisme, les auteurs se sont succédés tantôt pour faire un plaidoyer en vue de la reconstruction de l'Europe, tantôt pour faire le point sur les particularités et les mutations que connaît le marché du travail.

Pour une reconstruction de l'Europe, on a insisté sur la nécessité de fixer des objectifs qui passeraient par :

- Une agriculture responsable ;
- Un modèle de développement durable et d'écologie ;
- Une Europe sociale (sans laquelle il est difficile de construire une Europe politique).

La création d'un espace public européen est un besoin mis en exergues, car au-delà des institutions il va falloir instaurer un vrai débat entre les européens, a-t-on insisté.

Toujours dans le cadre de ce groupe, on a parlé de l'emploi et des relations de cause à effet entre les niveaux de qualification, la politique salariale, la technologie et le chômage. L'idée d'un impôt négatif sur les bas salaires a été évoquée. Pour sa part, l'influence d'une économie ouverte, peu transparente, où la mobilité et les délocalisations sont courantes, a également été soulignée. Sur cette lancée, on a posé le problème d'un nouveau code pour la redistribution de la richesse dans un monde où la technologie remplacerait, de plus en plus, l'Homme dans les processus de production. On a observé, en dernier lieu, que l'écart, bien que demeurant considérable, a été réduit en ce qui concerne la convergence entre l'Europe des 15, les PECO et les pays candidats ou potentiellement candidats.

4- Le quatrième groupe porte sur les fonds structurels et sur leur utilisation dans les pays ou dans les régions d'Europe centrale et orientale ; l'approche ayant été centrée sur les petites et moyennes entreprises (PME). On a pris note de la faiblesse du taux d'utilisation de ces fonds et on a énuméré les facteurs explicatifs de cette tendance. La réflexion et les débats ont porté sur les voies susceptibles d'améliorer les performances, sachant que l'expérience d'autres pays peut servir de cadre normatif en vue de solutions de nouvelle génération.

5- Le cinquième groupe, quant à lui, concerne le volet financier. Les communications ont été focalisées sur des pays et/ou des régions. On a abordé le capital risque et le financement des PME, l'investissement direct étranger (IDE) et les marchés financiers. Le rôle de l'Union Européenne a été souligné et l'évaluation de certains programmes régionaux a été faite. On a évoqué et débattu les résistances aux instruments financiers conçus, paradoxalement, pour

venir en aide aux PME. La Commission I a débattu, également, des risques qui affectent l'IDE dans un environnement financier marqué par la méfiance.

- 6- Le sixième groupe s'est penché sur des questions d'ordre commercial et sur l'importance du « *made in* » comme levier de la compétitivité. Par ailleurs, on a mis en exergue la causalité entre le design et cette même compétitivité.
- 7- Le dernier groupe concerne des communications spécifiques qui ont porté sur les questions énergétiques et sur les systèmes d'information. Dans le premier cas, le débat a porté sur l'efficacité, sur l'utilité et sur les conséquences des différentes sources d'énergies connue ou émergentes. Concernant les systèmes d'information financière, les discussions ont porté sur leur rapport avec les stratégies de communication internes et externes adoptées par les entreprises et sur les différences observées dans l'espace, d'une part, et selon la dimension des entreprises d'autre part.

Compte-rendu élaboré par Tawfiq Rkibi

Commission 2**Développement durable, éthique et mondialisation***Président* Adia Chermeleu*Modérateur* Irena Pietrzyk

La thématique de la Commission 2 de la XV Conférence PGV: *Développement durable Éthique et mondialisation* a réuni un ensemble de 20 communications dont deux ont été présentées en séance plénière et 17 en Commission, un conférencier étant absent.

Les trois piliers fondamentaux du concept de développement durable, à savoir, les dimensions économiques, environnementales et sociales ont été généreusement représentées dans la Commission 2, dans une relation d'interdépendance. Nous pouvons dire, dans ce sens, que toutes les communications ont mis en évidence les principes du développement durable: l'équité, les projets communs à long terme et la pensée systémique. La notion centrale autour de laquelle les idées ont été mises en œuvre est *la responsabilité*, une responsabilité commune, engagée, consciente et compétente, en vue de trouver de nouvelles formes de gouvernance qui établissent un équilibre et une cohésion sociale à la fois pour les générations présentes et futures.

Cette responsabilisation commune fait preuve d'une véritable *culture du développement* qui découle de la diversité thématique des communications: l'économie, la géographie urbaine, le droit, les sciences politiques et de gestion, la sociologie et l'anthropologie, la psychologie sociale et les sciences de la communication se sont donné la main pour analyser les multiples facettes de la crise actuelle et entamer de possibles solutions pour l'avenir. Même les mathématiques ont été représentées dans cette mosaïque culturelle. Les approches interdisciplinaires ont souligné une nouvelle conception appliquée à la croissance et reconsidérée à l'échelle mondiale, afin de prendre en compte les aspects écologiques et culturels généraux de la planète.

Les représentations sociales construites par l'objectivation des valeurs en vigueur au niveau de l'imaginaire social ont un rôle important dans la création des modèles de conduites et de comportements dans l'engagement de l'action humaine pour le bien de la société. C'est toujours au niveau des représentations sociales qu'on doit chercher les origines et l'évolution du concept de développement durable dans lequel un rôle essentiel revient à la femme.

La complexité de la crise mondiale requiert la reconsidération entre le libéralisme réifié et le protectionnisme, la renaissance des idées originales du capitalisme et des valeurs de la démocratie. Dans ce processus, *l'économie sociale*, *le droit au développement* et une nouvelle *éthique* des intentions, des conséquences, des vertus, sont des concepts qui couvrent de nouvelles réalités issues de la problématique du développement durable. Cette nouvelle éthique et ses implications stratégiques environnementales donnent priorité aux sciences de l'éducation et aux sciences des communications

appliquées dans le marketing des entreprises européennes génératrices de compétitivité et de valeur. Les conférenciers ont souligné aussi le rôle de *l'innovation* et de la stratégie relationnelle dans ce qu'on appelle le concert des nations pour l'instauration d'un nouvel ordre économique.

Les aspects de *l'environnement* et les défis du développement durable ont été mis en relation avec le concept du *patrimoine* et la création d'une *valeur ajoutée verte* par la conscientisation de l'élargissement sémantique de ses notions, dans le sens où la Planète est le patrimoine de toute l'humanité comprise dans son ensemble historique.

De ce point de vue, une bonne gouvernance, attachée aux institutions politiques, administratives et financières et aux bonnes pratiques basées sur une démocratie plus participative favorise le développement durable qui peut mener à une croissance économique durable.

Cette nouvelle étape de l'économie de marché, caractérisée par de profondes transformations représente aussi l'étape de l'acceptation consciente d'une forme socio-économique nouvelle qui impose, en même temps une nouvelle forme d'organisation sociale et institutionnelle adéquate. Aujourd'hui, *la valeur* est conscientisée d'une manière systématique, dynamique et complexe. Elle peut appartenir à tous, mais la condition qui s'impose est la conscientisation et la responsabilisation de chacun d'entre nous dans la rue, au travail ou dans la société, pour chercher des opportunités de développement transfrontalier.

L'implémentation d'un tel système ouvert, flexible, basé sur la créativité et l'innovation suppose la mise en place de l'harmonie dans le mouvement économique de la société par l'acceptation du changement capable de générer d'autres systèmes de valeurs pour les générations futures: tradition, culture, espoir, paix, amour et la vérité comme fondement des projets futurs. Tout ce processus doit être éclairci par *l'économie de la connaissance*, un terme issu des domaines du business et de l'industrie à la fin du siècle passé. Aujourd'hui, le dogme officiel, accrédité par les politiques publiques européennes a été nuancé et enrichi dans la zone de la sociologie et du développement. *La connaissance* est essentielle de nos jours au niveau individuel, communautaire et sociétal, en tant que principal véhicule du développement durable.

Nous remercions tous les collègues de la Commission 2 pour l'atmosphère conviviale et le haut niveau intellectuel des débats, modéré par Madame la Pr. Irena Pietrzyk.

Nous remercions aussi Monsieur le Pr. Jaroslaw Kita pour la qualité de l'organisation de la XV^{ème} Conférence PGV dans la ville si belle et accueillante de Bratislava.

Compte rendu élaboré par Aïda Chermeleu

Commission 3. Management international et interculturel en Europe. Responsabilités et enjeux des nouvelles formes de gouvernance

Président Dumitru Zait

Modérateur Aleksandra Jewtuchowicz

Pour la Commission 3, ont été proposées et inscrites au programme de la Conférence, 20 communications, plus ou moins encadrées dans la thématique respective. 13 communications ont été présentées effectivement. Les auteurs ont exposé leurs contributions en respectant les standards et les règles proposées par les organisateurs de la conférence. Les sujets abordés ont été choisis et les communications ont été présentées en accord avec les principes et les règles du fonctionnement des Conférences du Réseau PGV.

Les principaux constats et conclusions de l'analyse sont les suivantes.

1. Les sujets des communications de la Commission 3 sont encadrés dans un éventail assez large mais autour de quelques questions pour lesquelles les chercheurs ont essayé de trouver, sinon des réponses et des solutions, au moins des suggestions et de nouvelles directions de recherche. Parmi les questions respectives, qu'ont été dérivées de la problématique proposée à la Conférence, nous en avons retenu quelques-unes, avec les réponses ou les solutions (améliorations) proposées :

- quel type de gouvernance et quelle relation à la PME ? Un nouveau model de gouvernance locale, la segmentation de la demande et la flexibilisation de la spécialisation des PME – Paoli, Ceccacci, Brocanello ;
- comment pourront être identifiés et analysés les clusters, comment établir des typologies spécifiques pour différents domaines ?
 - en développant une méthode classique (LQ – Location quotient) par des extensions qualitatives (approche des experts) – Przygodzki et Sokolowicz ;
- quelles actions pour stimuler le développement durable par l'innovation ?
 - le partenariat commercial dans la grande distribution – Pellat, Peyroux, Sokolowicz ? Achats responsables et développement des fournisseurs – Poissonnier ;
- quel rôle a la RSE pour améliorer la performance de l'entreprise et la satisfaction sociétale? Le (néo)paternalisme comme stratégie en GRH (Ewa Martin) ; la considération du social et de la culture organisationnelle dans la (re)construction stratégique de l'entreprise – Catalina Lache, Axinia, S.Lache ;
- quels problèmes apportent les implantations des multinationales dans les nouveaux pays de l'UE ? Construction et fonctionnement de la législation spécifique au niveau de l'UE – Cismas, Donath, Popovici ;

- comment régler les différences culturelles pour améliorer la performance et l'efficacité ? Mieux manager les différences culturelles dans les équipes mixtes – A.Zait ; étudier et apprendre valoriser la dynamique interculturelle – Gueguen ;
- comment exploiter les avantages des nouveaux acquis dans les entreprises ? Encourager les étudiants à entreprendre (apprendre le risque dans l'Université) pour savoir profiter de la qualité du risque comme facteur de production – Horehajova, Marasova ; développer l'enseignement des concepts et des pratiques électroniques de l'administration publique pour les futurs hommes d'affaires – Monika Magyarics, P.Varga ;
- comment réagissent les consommateurs à la crise ? L'augmentation de la curiosité et de l'action pour s'informer, le rôle de la promotion pour le choix (la restauration polonaise) – Stoleska, Wolny.

2. Au niveau du domaine abordé, on a eu une assez large diversité, entre le micro et le macro. Les recherches respectives ont eu comme dominante l'analyse des situations concrètes pour dériver des conclusions et, assez souvent, suggérer ou proposer des solutions aux décideurs, soit au niveau de l'entreprise, soit au niveau des administrations régionales ou nationales. On peut apprécier que les recommandations respectives ont un niveau élevé de pertinence et de cohérence, étant en accord avec la logique économique ou sociale de la problématique abordée et avec l'état des choses dans les entreprises, les pays ou les régions considérées comme références ou comme fournisseurs de données et d'informations.

3. Sur le choix de la stratégie de recherche - méthodologie, trois types de recherche ont été à la base des communications présentées :

- des recherches à dominante théorique, avec un accent particulier sur les dimensions conceptuelles, philosophiques et méthodologiques de la problématique analysée; quelques concepts ont été analysés, repositionnés ou même redéfinis : paternalisme ou néo-paternalisme, achat responsable, insertion territoriale durable, risque entrepreneurial, knowledge banking etc.; des techniques et des outils ont été proposés pour être améliorés ou adaptés : location quotient, critères pour la classification des industries créatives ;
- des recherches action pour proposer des recommandations ou des solutions concrètes sur : le fonctionnement de la relation entre les agents publics et les PME de la région, l'enseignement des concepts et des pratiques électroniques dans l'administration publique, le bon fonctionnement d'une équipe mixte de recherche, le langage du leadership interculturel etc.
- des recherches exploratoires, pour identifier et analyser des contextes et des connexions explicatives et provoquer, ultérieurement, des recherches plus focalisées sur : le comportement du consommateur ; la stratégie de GRH, la relation entre la distribution et les fournisseurs, l'insertion territoriale, le

développement du KIM, la communication, le risque entrepreneurial, la propriété intellectuelle, la commercialisation des produits etc.

Dans les approches réalisées, les chercheurs ont préféré utiliser des méthodes et des outils qualitatifs et l'analyse de type interprétative, avec des dominantes subjectives importantes, toujours spécifiques pour les recherches sensibles par rapport à la causalité socio-économique (le caractère stochastique et aléatoire de la relation entre les facteurs et les conséquences réelles, supposées ou envisagées. Les approches respectives ont respecté les principes de positionnement emic et interprétatives. Quelques communications ont proposé des démarches hypothetico-inductives ou des dérivations déductives, fondamentalement théoriques et logiques. L'induction est la méthode la plus exploitée pour connecter des conséquences réelles avec des facteurs potentiels, dériver ainsi de hypothèses, tester les hypothèses respectives et les valider, le cas échéant. Les techniques de type enquête, avec recours au questionnaire ont été parmi les plus employées dans les recherches dont les résultats ont été présentés. Les statistiques de différents types, l'observation directe et les données documentaires ont été utilisées comme outils et sources d'informations et de données. L'analyse qualitative, fondée sur l'interprétation de la réalité, a fourni de bons résultats.

Compte rendu élaboré par Dumitru Zait